



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.644/VR, 54.645/VR,
54.646/VR, 54.648/VR,
54.659/VR et 54.660/VR
du 10 décembre 2013

sur

- un avant-projet de décret 'portant assentiment à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.644/VR) ;

- un avant-projet de décret 'portant assentiment à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.645/VR) ;

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.644/VR, 54.645/VR,
54.646/VR, 54.648/VR,
54.659/VR en 54.660/VR
van 10 december 2013

over

- een voorontwerp van decreet 'portant assentiment à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.644/VR) ;

- een voorontwerp van decreet 'portant assentiment à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.645/VR) ;

- un avant-projet de décret 'portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.646/VR) ;

- un avant-projet de décret 'portant approbation de l'Accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.648/VR) ;

- un avant-projet d'ordonnance 'portant sur l'approbation de l'Accord de coopération du 29 novembre entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et adoptant des dispositions régionales en matière budgétaire, adaptées à certaines dispositions dudit Accord' (54.659/VR) ;

- un avant-projet d'ordonnance 'portant sur l'approbation de l'Accord de coopération du 29 novembre entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et adoptant des dispositions régionales en matière budgétaire, adaptées à certaines dispositions dudit Accord' (54.660/VR).

- een voorontwerp van decreet 'portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération du 29 novembre 2013 entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.646/VR) ;

- een voorontwerp van decreet 'portant approbation de l'Accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire' (54.648/VR) ;

- een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 29 november tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschaps- commissies betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1 van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie en houdende goedkeuring van gewestelijke op begrotingsgebied geldende bepalingen, die aangepast zijn aan sommige bepalingen van voornoemd Akkoord' (54.659/VR);

- een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 29 november tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschaps- commissies betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1 van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie en houdende goedkeuring van gewestelijke op begrotingsgebied geldende bepalingen, die aangepast zijn aan sommige bepalingen van voornoemd Akkoord' (54.660/VR).

Le 3 décembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables ^(*), sur un avant-projet d'ordonnance 'portant sur l'approbation de l'Accord de coopération du 29 novembre entre l'État fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et adoptant des dispositions régionales en matière budgétaire, adaptées à certaines dispositions dudit Accord'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 10 décembre 2013. Les chambres réunies étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON et Wim GEURTS, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Jean-Luc PAQUET, Kristine BAMS, premiers auditeurs et Tim CORTHAUT, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 décembre 2013.

*

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 3 december 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie ‘betreffende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 29 november tussen de Federale Overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschapscommissies betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1 van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie en houdende goedkeuring van gewestelijke op begrotingsgebied geldende bepalingen, die aangepast zijn aan sommige bepalingen van voornoemd Akkoord’.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 10 december 2013. De verenigde kamers waren samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter, Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT, Martine BAGUET, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, en Bernadette VIGNERON en Wim GEURTS, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, Kristine BAMS, eerste auditeurs en Tim CORTHAUT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 december 2013.

*

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La demande d'avis s'exprime en ces termes :

« Considérant en effet que l'urgence est motivée comme suit :

Vu l'urgence motivée par la décision du Conseil de l'Union européenne du 21 juin 2013 mettant la Belgique en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif enjoignant la Belgique à soumettre un rapport au plus tard pour le 31 décembre 2013 sur la mise œuvre planifiée de la première recommandation émise au titre du semestre européen ;

Vu la première recommandation du Conseil du 9 juillet 2013 émise au titre du semestre européen appelant la Belgique à adopter des dispositifs de coordination explicites visant à garantir que les objectifs budgétaires soient contraignants au niveau fédéral et au niveau des entités fédérées dans une perspective de planification à moyen terme, y compris par l'adoption rapide d'une règle, conforme aux dispositions du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ;

Vu l'article 3, § 2, du Traité sur la Stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire prévoyant que 'Les règles énoncées au § 1^{er} prennent effet dans le droit national des parties contractantes au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent traité, au moyen de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles (...)';

Vu l'entrée en vigueur du Traité sur la Stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire en date du 1^{er} janvier 2013, et que dès lors, l'article 3 de ce Traité, nécessitant l'Accord de Coopération, prend effet dès le 1^{er} janvier 2014 ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

Les avant-projets de décret et d'ordonnance tendent à conférer l'assentiment des Parlements de la Communauté française (54.644/VR) et de la Région wallonne (54.645/VR et 54.646/VR), de l'Assemblée de la Commission communautaire française (54.648/VR), du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (54.659/VR) et de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (54.660/VR) à l'accord de coopération que les demandeurs d'avis présentent comme ayant été conclu le 29 novembre 2013 entre l'autorité fédérale, les communautés, les régions, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune 'relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er}, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire'.

Les dossiers joints aux demandes d'avis ne comprennent pas d'exemplaire signé par les parties de l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner l'assentiment. Sollicités à cet effet par les auditeurs-rapporteurs, les délégués des demandeurs d'avis n'ont pas été en mesure, à la date à laquelle le présent avis est donné, de fournir pareil instrument. Il ne peut donc être considéré que cet accord de coopération a été « conclu » au sens de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Les demandes d'avis sont par conséquent prématurées et donc irrecevables.

En cas de nouvelle saisine de la section de législation du Conseil d'État, les parties devront s'assurer de la parfaite concordance, en français, en néerlandais et en allemand, de la version ou des versions de l'accord de coopération qui seront jointes aux avant-projets de décret ou d'ordonnance, en veillant notamment à éviter que, comme dans la version néerlandaise de l'accord joint à l'avant-projet de décret de la Commission communautaire française (54.648/VR), manquent la version néerlandaise de certaines des parties de cet accord, à savoir en l'espèce la seconde phrase de l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, et l'alinéa 2 de la même disposition.

*

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus:

“Considérant en effet que l’urgence est motivée comme suit :

Vu l’urgence motivée par la décision du Conseil de l’Union européenne du 21 juin 2013 mettant la Belgique en demeure de prendre des mesures pour procéder à la réduction du déficit jugée nécessaire pour remédier à la situation de déficit excessif enjoignant la Belgique à soumettre un rapport au plus tard pour le 31 décembre 2013 sur la mise œuvre planifiée de la première recommandation émise au titre du semestre européen ;

Vu la première recommandation du Conseil du 9 juillet 2013 émise au titre du semestre européen appelant la Belgique à adopter des dispositifs de coordination explicites visant à garantir que les objectifs budgétaires soient contraignants au niveau fédéral et au niveau des entités fédérées dans une perspective de planification à moyen terme, y compris par l’adoption rapide d’une règle, conforme aux dispositions du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l’Union économique et monétaire ;

Vu l’article 3, § 2, du Traité sur la Stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l’Union économique et monétaire prévoyant que ‘Les règles énoncées au § 1^{er} prennent effet dans le droit national des parties contractantes au plus tard un an après l’entrée en vigueur du présent traité, au moyen de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles (...)’.

Vu l’entrée en vigueur du Traité sur la Stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l’Union économique et monétaire en date du 1^{er} janvier 2013, et que dès lors, l’article 3 de ce Traité, nécessitant l’Accord de Coopération, prend effet dès le 1^{er} janvier 2014”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bij de voorontwerpen van decreet en van ordonnantie willen de parlementen van de Franse Gemeenschap (54.644/VR) en het Waals Gewest (54.645/VR en 54.646/VR), de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie (54.648/VR), het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (54.659/VR) en de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (54.660/VR) instemmen met het samenwerkingsakkoord dat door de adviesaanvragers wordt voorgesteld als een akkoord dat is afgesloten op 29 november 2013

tussen de federale overheid, de gemeenschappen, de gewesten, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1 van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie”.

Bij de dossiers die bij de adviesaanvragen zijn gevoegd is geen door de partijen bij het samenwerkingsakkoord ondertekend exemplaar bijgesloten van dat samenwerkingsakkoord waarmee beoogd wordt in te stemmen. De gemachtigden van de adviesaanvragers, aan wie de auditeurs-rapporteurs een dergelijk ondertekend exemplaar hadden gevraagd, zijn niet in staat geweest een dergelijk document te bezorgen tegen de datum waarop dit advies is uitgebracht. Er kan dus niet van uitgegaan worden dat dat samenwerkingsakkoord is “gesloten” in de zin van artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

De adviesaanvragen zijn derhalve voorbarig en dus onontvankelijk.

Indien de afdeling Wetgeving van de Raad van State opnieuw om advies wordt verzocht, moeten de partijen ervoor zorgen dat de Franse, Nederlandse en Duitse tekst van de versie of de versies van het samenwerkingsakkoord die bij de voorontwerpen van decreet of ordonnantie worden gevoegd, volledig met elkaar overeenstemmen, waarbij onder meer voorkomen moet worden dat, zoals thans het geval is in de Nederlandse versie van het akkoord dat bij het voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschapscommissie is gevoegd (54.648/VR), de Nederlandse versie van sommige delen van dat akkoord ontbreekt, namelijk, *in casu*, de tweede zin van artikel 2, § 4, eerste lid, en het tweede lid van diezelfde bepaling.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Marnix VAN DAMME